

Convention collective départementale

IDCC : 1369. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**
(29 avril 1985)

(Bulletin officiel n° 1986-50 bis)

*(Etendue par arrêté du 29 mai 1987,
Journal officiel du 5 juillet 1987)*

ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS
ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES

NOR : *ASET0850044M*

IDCC : *1369*

Entre :

L'UIMM Loire-Atlantique ;

D'une part, et

La CFTC Métaux 44 ;

L'USM FO,

D'autre part,

il a été décidé de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique.

Article 1^{er}

*Taux effectifs garantis annuels du personnel
non cadre à partir de l'année 2008*

Les parties conviennent de fixer comme suit le barème des taux effectifs (TEG) annuels à partir de l'année 2008, tels que définis dans la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique à l'article 18, partie B de l'avenant « Mensuels », pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

Les TEG doivent être adaptés à la durée du travail effectif à laquelle sont soumis les personnels visés.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG
I	1	140	1	15 555
	2	145	2	15 575
	3	155	3	15 616
II	1	170	4	15 739
	2	180	5	15 810
	3	190	6	15 892
III	1	215	7	16 274
	2	225	8	16 686
	3	240	9	17 407
IV	1	255	10	17 951
	2	270	11	18 826
	3	285	12	19 817
V	1	305	13	21 318
	2	335	14	23 705
	3	365	15	26 342
	3	395	16	28 862

Conformément à l'article 18, partie B, § 10 de l'avenant « Mensuels », les TEG ci-dessus seront majorés de 3 % pour les ouvriers et de 5 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année par les entreprises pour que, lors de la comparaison faite en fin d'année en application de l'article 18, partie B, § 7 de l'avenant « Mensuels », l'éventuel complément à verser au salarié ne soit pas supérieur à 2,5 % du TEG correspondant à sa classification.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point au 1^{er} janvier 2008

Les parties soussignées conviennent de fixer comme suit la valeur du point applicable aux coefficients figurant dans la classification définie à l'annexe I de la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique.

La valeur du point, base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 4,67 € à compter du 1^{er} janvier 2008.

Barème au 1^{er} janvier 2008

L'application de la valeur du point ainsi fixée conduit à la mise en place des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) données dans le tableau suivant.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		RMH
I	1	140	1	653,80
	2	145	2	677,15
	3	155	3	723,85
II	1	170	4	793,90
	2	180	5	840,60
	3	190	6	887,30
III	1	215	7	1 004,05
	2	225	8	1 050,75
	3	240	9	1 120,80
IV	1	255	10	1 190,85
	2	270	11	1 260,90
	3	285	12	1 330,95
V	1	305	13	1 424,35
	2	335	14	1 564,45
	3	365	15	1 704,55
	3	395	16	1 844,65

En application de l'article 8, § 5, de l'avenant relatif à « certaines catégories de mensuels » qui reprend les termes du protocole d'accord national du 30 janvier 1980 modifiant le protocole d'accord national du 13 septembre 1974, les agents de maîtrise d'atelier bénéficient d'une majoration de 7 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

En application de l'article 18, partie A, § 5, de l'avenant « Mensuels » qui reprend les termes de l'article 4 de l'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers, ces derniers bénéficient d'une majoration de 5 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

Article 3

Enregistrement et dépôt

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt auprès du ministère du travail ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Nantes, le 13 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)